

Plus de treize milliards à économiser dans la Sécu?

Ce n'est pas la N-VA qui le dit, mais le FMI. Notre pays pourrait nettement améliorer l'efficacité de ses dépenses sociales – et donc réaliser de solides économies dans la Sécurité sociale. Oui, la Belgique est l'un des pays européens affichant le plus faible taux d'inégalité en termes de revenu disponible. Cependant, elle pourrait arriver au même résultat en dépensant jusqu'à 3,25 points de PIB de moins en dépenses sociales, soit environ 13,3 milliards d'euros. Par an, s'entend bien.

La Belgique est l'un des pays européens où la politique de dépense est la moins sélective. Au total, seuls 5% de nos dépenses sociales sont

modulés en fonction des revenus des bénéficiaires, illustre le FMI. Alors que ce taux est nettement plus élevé chez nos voisins allemands, français et néerlandais (entre 11% et 15%).

Système de santé, éducation, octroi de subsides: selon le FMI, l'efficacité pourrait être améliorée à tous les étages. De quoi permettre au pays de réaliser d'aussi bons résultats en termes de lutte contre les inégalités, tout en dépensant considérablement moins. **LIRE EN PAGE 6**

La Belgique pourrait améliorer l'efficacité de ses dépenses sociales.

Pour le FMI, la Belgique pourrait réduire ses dépenses sociales de 13,3 milliards

Alors que le budget est en salle d'opération, le FMI pointe que la Belgique pourrait, avec moins de moyens, faire tout aussi bien dans sa lutte contre les inégalités sociales.

BENOÎT MATHIEU

Selon leur teneur, les recommandations des instances internationales (Commission, FMI ou OCDE) sont accueillies avec plus ou moins de chaleur. Si elles vantent la réforme des pensions ou le saut d'index, elles sont soigneusement épinglées – un peu comme une gomme. Si elles éreintent la fiscalité à la belge ou les voitures de société, elles risquent de se voir dénigrées ou de valser aux oubliettes.

Gageons que dans ce contexte de chasse aux milliards – le gouvernement doit encore dégager 1,3 milliard (lire ci-contre) –, ces suggestions émises par le FMI seront à tout le moins décortiquées avec attention. Annexe du rapport sur la Belgique publié la semaine dernière, ce document se penche notamment sur les dépenses publiques *made in Belgium*.

Plus efficace!

Quelques constats: le rapport entre le niveau de taxation et le PIB (55,1%) est l'un des plus corsés d'Europe, tandis que celui rapportant les dépenses publiques au PIB figure parmi les champions du monde. Si le Fédéral veut renouer avec l'équilibre budgétaire en 2018 – une mission «ambitieuse», note le FMI –, des réformes structurelles seront nécessaires.

Ça tombe bien: côté dépenses sociales, il y a moyen de faire mieux, pose l'institution cornaquée par Christine Lagarde. Qui flatte: l'inégalité en termes de revenu disponible est, après l'Irlande, la plus basse d'Europe. Et met le doigt là où ça fait mal. Il y a moyen de faire mieux au rayon efficacité: la Belgique est l'un des pays européens où la politique de dépenses est la moins sélective.

C'est un signe: malgré la politique de redistribution, la pauvreté reste relativement élevée dans nos contrées. Si le risque de pauvreté se situe en dessous de la moyenne européenne, il est tout de même significativement plus élevé que chez nos voisins (Allemagne, France et Pays-

Bas). Au total, seuls 5% de nos dépenses sociales sont modulées en fonction des revenus des bénéficiaires, chiffre le FMI – chez nos trois voisins, c'est nettement plus (entre 11% et 15%).

La conclusion? «Si la Belgique élargit le pouvoir redistributif des dépenses sociales à la moyenne européenne, elle pourrait atteindre les mêmes résultats de réduction des inégalités», affirme le rapport, et ce en dépensant 3,25 points de PIB en moins. Traduction: en ciblant mieux ses dépenses sociales, notre pays pourrait faire aussi bien en économisant environ 13,3 milliards d'euros. Par an, vous l'aurez compris.

Système de santé, éducation, octroi de subsides: selon le FMI, l'efficacité pourrait être améliorée à tous les étages dans la maison Belgique – un seul exemple: avec ses 2,3% du PIB, la Belgique accorde trois fois plus (*) de subsides que ses trois voisins. Alors qu'elle sous-investit massivement (à peine 2,5% du PIB) et que ses infrastructures, de transport notamment, sont dans un piteux état.

RECETTES

LE PRIX DU DIESEL AUGMENTERA

Il y a deux phases à l'exercice budgétaire actuellement en cours. Primo, déterminer finalement l'effort à faire pour rester dans les clous. Là, plusieurs sources gouvernementales indiquent que la Commission a donné un feu vert pour **exonérer une enveloppe de 450-550 millions d'euros**, à déduire des 2,4 milliards d'euros d'effort à fournir. Une autre enveloppe de 600 millions d'euros comprend des mesures décidées mais pas encore exécutées – du type de la taxe «diamant» – et que chaque département est prié de faire entrer en caisse. **Reste 1,3 milliard d'euros à trouver**, avec un équilibre classique entre dépenses et recettes. Là, il est désormais bien établi que **le diesel** étant à un prix historiquement bas, **il sera mis à contribution** ans le cadre de cet exercice, afin de poursuivre le rattrapage avec le prix de l'essence. *«Le diesel est un carburant polluant, rappelle une source gouvernementale. Et de cette manière, on évite de toucher au tax shift ou de mettre en place des taxes qui nuiraient à la compétitivité de l'économie».* **BUX**

3,25

Pour le FMI, la Belgique pourrait dépenser 3,25 points de PIB de moins en dépenses sociales, soit 13,3 milliards d'euros... et faire tout aussi bien.